

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 13/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GURDEBEKE SA (Lihons)**

65 boulevard Carnot  
60400 Noyon

Références : 2024-E20039  
Code AIOT : 0005105074

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SA GURDEBEKE est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est

réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant),
- arrêté préfectoral du 15 juin 2021.

Le casier 20 est en cours d'exploitation. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de l'analyse des documents du dossier technique transmis par courriels les 16/01/2024 et 22/01/2024 ainsi que de la visite sur site du 05/02/2024, les aménagements réalisés sur le casier C22 permettent de répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 08/08/2018 et à l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). L'exploitant a également fourni une tierce expertise qui conclut à la conformité du casier C22.

**Par conséquent, sous réserve de régler les deux observations formulées à savoir résorber les deux éboulis constatés et de pomper le mélange de lixiviats et d'eaux pluviales présent au point bas du casier 22, l'admission des déchets peut débuter.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception casier stockage déchets non dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : [...]  II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers.

L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

[...]

#### **Constats :**

Compte tenu de l'analyse des documents du dossier technique transmis par courriels les 16/01/2024 et 22/01/2024 ainsi que de la visite sur site du 05/02/2024, les aménagements réalisés sur le casier C22 permettent de répondre aux dispositions des arrêtés préfectoraux du 08/08/2018 et à l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

L'exploitant a également fourni une tierce expertise qui conclut à la conformité du casier C22.

Sur site, il a été constaté un éboulis au Sud-Ouest du casier 22 sur le talus du casier 17 fermé (couverture finale) et un éboulis au Sud-Est du casier 22 sur le talus du casier 17 fermé. Il a été constaté au point bas du casier 22, des lixiviats mélangés à de l'eau pluviale en provenance de l'éboulis au Sud-Ouest du talus du casier 17.

Il n'a pas été constaté la présence :

- de végétation sur le fond du casier aménagé, le flanc naturel Ouest aménagé, la digue Nord aménagé et la digue inter-casier aménagé ;
- d'éboulis sur le flanc naturel Ouest aménagé, la digue Nord aménagé et la digue inter-casier aménagé.

L'exploitant précise qu'il va aménager un quai de déchargement des déchets non dangereux pour le casier 22 sur le casier 17 fermé (couverture finale) en stabilisant avec des graviers. **L'exploitant veillera à respecter les dispositions de la couverture finale du casier 17 pour aménager le quai de déchargement et s'assurera de la stabilité de la couverture finale du casier 17.**

**Par conséquent, sous réserve de régler les deux observations formulées à savoir résorber les deux éboulis constatés et de pomper le mélange de lixiviats et d'eau pluviale présent au point bas du casier 22, l'admission des déchets peut débuter.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection des installations classées formule 2 observations :**

- **présence d'un éboulis au Sud-Ouest du casier 22 sur le talus du casier 17 fermé (couverture**

finale) et un éboulis au Sud-Est du casier 22 sur le talus du casier 17 fermé ;  
- au point bas du casier 22, des lixiviats mélangés à de l'eau pluviale en provenance de l'éboulis au Sud-Ouest du talus du casier 17 sont présents.

Type de suites proposées : Sans suite